

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Services de web tracking et responsables du traitement

Hubin, Jean-Benoît

Published in:
DPO news

Publication date:
2018

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Hubin, J-B 2018, 'Services de web tracking et responsables du traitement', *DPO news*, Numéro 0, p. 6 - 7.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Jurisprudence

Services de web tracking et responsables du traitement

Le 5 juin 2018, la Cour de justice a rendu une décision controversée qui qualifie l'administrateur d'une page fan Facebook utilisée dans le cadre d'une activité de web tracking de responsable du traitement de données à caractère personnel.

Le web tracking est un outil d'analyse marketing et de relance commerciale qui consiste à identifier les visiteurs d'un site, puis à observer et à suivre leur comportement de navigation en retraçant leur parcours sur le web. Cette technique permet notamment d'identifier les centres d'intérêt des utilisateurs d'un site web ou d'une plateforme.

Dans cette optique, l'application *Facebook Insights* propose aux administrateurs d'une page fan de recevoir des statistiques anonymisées relatives aux likes, aux commentaires, aux visites et aux interactions générées par celle-ci. Ces statistiques peuvent être adaptées en fonction du paramétrage choisi par le titulaire de la page, sur la base de différents critères pertinents pour ce dernier (âge des visiteurs, localisation, etc.). Afin de générer ces statistiques, Facebook utilise des cookies qui sont sauvegardés sur le terminal du visiteur de la page fan et qui restent actifs pendant deux ans.

Dans le cadre de l'affaire déférée à la Cour de justice, l'entreprise allemande *Wirtschaftsakademie* avait créé une page fan lui permettant d'obtenir les données statistiques anonymes générées par l'application *Facebook Insights*. Une autorité régionale allemande lui avait enjoint de désactiver sa page fan au motif que les visiteurs n'étaient pas informés du dispositif mis en place permettant la collecte et le traitement d'informations à caractère personnel les concernant. *Wirtschaftsakademie* s'opposait à l'injonction de l'autorité régionale allemande, considérant qu'aucun traitement de données à caractère personnel ne pouvait lui être imputé.

Dans son arrêt du 5 juin 2018¹, la Cour de justice a considéré que l'administrateur de la page fan était un responsable du traitement, validant ainsi la position de l'autorité de protection des données allemande.

La Cour s'est tout d'abord référée à sa jurisprudence selon laquelle il y a lieu de donner une interprétation large à la notion de « responsable de traitement »². Ceci implique que plusieurs entités peuvent être reconnues simultanément comme responsables d'un traitement de données à caractère personnel. Dans ce contexte, la Cour prend soin de souligner, en premier lieu, que tant Facebook Inc. que Facebook Ireland – s'agissant de l'Union européenne – doivent être considérées comme des responsables du traitement. Ces entreprises déterminent en effet, à titre principal, les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel des utilisateurs du réseau social et des personnes visitant les pages fan hébergées sur celui-ci.

Revenant ensuite au statut de l'administrateur de la page fan, la Cour relève que ce dernier conclut avec Facebook un contrat spécifique relatif à l'ouverture de la page et souscrit, à ce titre, aux conditions d'utilisation de celle-ci, ce qui inclut la politique en matière de cookies. Pour la haute juridiction, par la création de la page fan, l'utilisateur offre ainsi à Facebook la possibilité de placer des cookies sur le terminal des personnes visitant celle-ci. La Cour relève, de surcroît, qu'au moment de la création

de la page, son administrateur se livrant à l'action de paramétrage décrite ci-dessus, il participe à la détermination des finalités et des moyens du traitement de données à caractère personnel des visiteurs de sa page.

Bien qu'elle interpelle³, il faut remarquer que la position adoptée par la Cour de justice est conforme aux conclusions de son Avocat général⁴. Ce dernier avait considéré qu'il n'y avait pas lieu de faire de distinction entre l'entreprise qui dote son site internet d'outils de webtracking, et apparaît comme un responsable de traitement, et celle qui adhère à Facebook et profite des services proposés par le réseau social. Or, comme l'a souligné l'Avocat général, à défaut de conférer la qualité de responsable de traitement à l'administrateur de la page fan, il suffirait pour une entreprise de recourir aux services d'un tiers pour se soustraire à ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Il faut souligner que l'arrêt du 5 juin 2018 a été rendu à la suite d'une question préjudicielle portant sur l'interprétation de la directive 95/46/CE sur la protection des données à caractère personnel⁵, qui était en vigueur au moment où la procédure a été initiée devant les autorités allemandes. Pour mémoire, cette directive précédait le GDPR, qui l'a abrogée. Néanmoins, la définition fournie au concept de « responsable du traitement » à l'article 4, 7^o, du GDPR est très proche de celle qui figurait à l'article 2, d), de la directive 95/46/CE. La portée donnée à la notion de responsable du traitement par la Cour de justice dans son arrêt du 5 juin 2018 ne devrait donc pas être remise en question par l'entrée en vigueur du GDPR, dont les articles 4, 7^o, et 26 prévoient expressément que le statut de responsable du traitement peut s'appliquer conjointement à plusieurs entités.

Dans son arrêt du 5 juin 2018, la Cour prend toutefois le soin de préciser que l'existence d'une responsabilité conjointe ne se traduit pas nécessairement par une responsabilité équivalente des différents opérateurs concernés par le traitement de données à caractère personnel. Ces opérateurs peuvent être impliqués à différents stades du traitement et selon différents degrés, de sorte que le niveau de responsabilité de chacun d'eux doit être évalué en tenant compte des circonstances.

On s'interroge sur la manière dont cette position de la Cour de justice pourra s'articuler, à l'avenir, avec l'article 26 du GDPR. Celui-ci prévoit qu'en présence de responsables conjoints du traitement, ces derniers doivent définir de manière transparente leurs obligations respectives par voie d'accord entre eux. Cet accord doit refléter leurs

¹ CJUE, 5 juin 2018, *Wirtschaftsakademie*, C-210/16.

² CJUE, 13 mai 2014, *Google Spain*, C-131/12, point 34.

³ Voy. K. ROSIER, « La Cour de justice en faveur d'une responsabilité conjointe de Facebook et de l'administrateur d'une "page fan" », *B.J.S.*, 2018, n° 613, p. 11.

⁴ Conclusions présentées par l'Avocat général Bot le 24 octobre 2017 dans l'affaire C-210/16, *Wirtschaftsakademie*.

⁵ Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

rôles respectifs et leurs relations vis-à-vis des personnes concernées. Le considérant 79 du règlement prône à cet égard une répartition claire des responsabilités entre les responsables conjoints du traitement. Dans ce contexte, il existe un risque, en cas de déséquilibre économique entre les acteurs concernés, que celui qui se trouve dans la position la plus forte en tire parti pour imposer, dans le

cadre d'un contrat standardisé par exemple, une répartition de la charge des responsabilités qui pourrait s'avérer très désavantageuse pour l'acteur exposé à une position plus vulnérable.

■ *Jean-Benoît Hubin*

Juge au Tribunal de commerce francophone de Bruxelles
Collaborateur scientifique à l'UNamur